

Sous notre régime, il incombe au Gouvernement de créer des conditions permettant d'accroître le nombre de ceux qui fournissent des emplois. Il doit y avoir plus d'entreprises, plus de gens disposés à accepter des risques. Il faut également que les gens puissent réaliser des bénéfices, car ce sont les bénéfices qui déterminent l'efficacité ou l'inefficacité d'une entreprise. C'est le seul moyen d'assurer une production maximum dans un pays libre.

Je tiens à dire un mot de ceux qui travaillent à leur compte. Je pense parfois qu'on les oublie. Comme on a mentionné la sécurité, il importe de parler d'eux. Si je ne m'abuse, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Claxton) affirmait à la Chambre l'autre jour qu'environ la moitié des travailleurs du Dominion, c'est-à-dire un peu plus de 1,100,000 se compose de gens travaillant à leur compte. Je m'en suis étonné, mais à tout événement c'est une proportion très considérable. Elle comprend 630,000 cultivateurs, 54,000 manufacturiers, 99,000 commerçants, 49,000 pêcheurs et bûcherons et ainsi de suite. J'ajouterai également plus d'un million de participants à des régimes de pensions, gens qui, en d'autres termes, cherchent à se suffire à eux-mêmes. Quelle est la caractéristique de tous ces gens? Ils ont le sens de la responsabilité, puisqu'ils cherchent à subvenir à leurs propres besoins. Ma propre circonscription regorge de ces gens; il n'y en a guère d'autres. Toutes les circonscriptions en comptent de grands nombres.

Qu'arrive-t-il à ces gens? Souvenez-vous bien que je dis qu'ils ont un point en commun, savoir que tous veulent l'indépendance. Deux choses, cependant, les en privent: les impôts et les prix élevés. Ces éléments et le bas taux de l'intérêt leur rendent la vie difficile. Sans doute se demandent-ils parfois si on ne les met pas dans une situation difficile afin d'assurer la sécurité des autres. Que le ministre se demande s'il met ces gens en danger. Est-il possible que certains veulent augmenter le nombre des gens vivant de l'Etat? S'il en est ainsi, je n'hésite pas à affirmer que ce sont ces gens travaillant à leur compte qui soutiennent toute économie libre. A mon sens, la démocratie dont nous jouissons a pris naissance en Angleterre vers le dix-septième siècle; l'Angleterre puritaine de cette époque-là croyait qu'il fallait laisser les gens se débrouiller seuls et prendre des initiatives. Nous devrions nous efforcer d'aider ces gens, car, moralement et matériellement, ils sont un bien précieux.

Passons à la production. Je voudrais que nous songions sérieusement à cette question d'importance capitale. Il s'agit, en vue de déterminer la valeur du budget du ministre, de nous demander s'il aidera la production. Poursuivra-t-il les capitalistes à investir des fonds,

les producteurs à produire et l'ouvrier à fabriquer le plus possible? S'il y arrive, ce sera un succès; sinon, il constituera un échec.

A l'égard de la production, nous devons surtout songer aux denrées consommables qui seules augmentent la richesse, et refuser de nous laisser leurrer par des chiffres astronomiques. Ceux qui parlent de l'argent comme d'un bien précieux en soi se trompent grandement. On commet une autre erreur. On parle de la production de façon abstraite, théorique. Nous entendons dire que tout est pour le mieux, que nous avons développé de nouveaux talents durant la guerre et qu'il suffit maintenant de les mettre à contribution. J'aimerais que la formule fût aussi simple, mais nous ne pouvons produire dans le vide. Il nous faut nous contenter d'une production en rapport avec notre économie, les ouvriers spécialisés et les matières premières dont nous disposons, nos frais de production et ainsi de suite. Naturellement, il nous faudra surtout tirer parti des connaissances spécialisées de notre population. A moins de tout chambarder, il nous est essentiel de garder à l'ouvrage 630,000 cultivateurs, 54,000 manufacturiers, 49,000 pêcheurs et bûcherons et ainsi de suite. De cette production dépendent nos marchés extérieurs, puisque dans ces domaines la production dépasse la consommation. Si notre rendement se maintient à un niveau élevé, tout va bien, mais s'il fléchit il nous est bien inutile de nous leurrer en parlant de notre production possible. On ne transforme pas un pêcheur en mineur, ni un ouvrier papetier en pêcheur. Le remède ne se trouve pas non plus dans les dépenses gouvernementales. Même si l'on reconnaît l'obligation de l'Etat de parer au chômage, il faut admettre que la transformation d'ouvriers papetiers en bûcherons par exemple présente une tâche bien difficile, pour ne pas dire irréalisable. Donc, il ne faudrait pas considérer la production d'une façon abstraite, mais en fonction de la main-d'œuvre spécialisée qu'elle emploie, et jugeons le ministre en conséquence. Les mesures auxquelles l'Etat a recours pour maintenir l'embauchage devraient être accessoires, n'intervenant qu'exceptionnellement; elles ne devraient pas obnubiliser le fait que la tâche principale du Gouvernement consiste à créer des conditions favorables à la sorte de production pour laquelle nous sommes spécialement organisés et pour laquelle nous avons de la compétence.

A la lumière de ces normes, j'estime que le ministre mérite trois reproches: premièrement, il ne donne pas un stimulant précis à la production; deuxièmement, sa politique de financement à découvert entamera notablement la stabilité du numéraire pour peu qu'elle se continue; troisièmement, sa façon timide et tâtonne d'envisager les régies, même s'il y